



En mouvement

JUILLET 2026 | ANALYSES ET ACTUALITÉS DE L'ASSEMBLÉE INTERNATIONALE DES PEUPLES

Répression politique : ils craignent le peuple organisé

Chers et chères camarades, salutations internationalistes ! Bienvenue dans ce numéro de la **lettre** d'information « **En mouvement** » de **l'Assemblée internationale des peuples (AIP)**. De l'Inde aux États-Unis, de l'Équateur à la Jordanie, la classe dirigeante révèle, une fois de plus, la vérité qui se cache derrière son discours sur la « sécurité » : lorsqu'elle ne peut répondre à nos revendications, elle choisit plutôt de répondre à notre organisation par le langage du terrorisme.

Quatre États qui n'ont en commun ni région, ni alliance, ni forme de gouvernement — une république parlementaire, une puissance impériale, un gouvernement andin de droite et une monarchie — ont néanmoins convergé vers le même instrument juridique : des lois et des décrets rédigés dans le langage du « terrorisme » et de la « sécurité nationale », qui traitent l'opposition politique elle-même comme une menace à réprimer. Ce n'est pas une coïncidence, mais bien une architecture commune, conçue pour désigner des organisations et des mouvements entiers comme des ennemis de l'État et, ainsi, démanteler les conditions mêmes qui permettent aux citoyens de s'organiser.

UNE «MENACE ROUGE» MONDIALE



les lois antiterroristes et le retour de la répression politique

INDE
la loi de 1967
sur la prévention
des activités
illégalles
(UAPA)

USA
Mémoire
présidentiel sur
la sécurité
nationale n° 7
(NSPM-7)

ÉQUATEUR
un «conflit armé
interne» et ses
lois

JORDANIE
Loi n° 17 de
2023 sur la
cybercriminalité

En Inde, la loi sur la prévention des activités illégales (*Unlawful Activities (Prevention) Act*, UAPA), qui était à l'origine une loi réglementaire visant à interdire les associations, a intégré en 2004 les pouvoirs de deux lois antiterroristes abrogées, puis a été élargie en 2008 et à nouveau en 2019, octroyant au gouvernement le pouvoir de qualifier des individus, et non plus seulement des organisations, de terroristes.

Aux États-Unis, il n'existe pas de délit fédéral de « terrorisme intérieur » ; à la place, le mémorandum présidentiel NSPM-7 oriente l'action des forces de l'ordre fédérales vers une liste d'« indicateurs » politiques, notamment « l'anti-américanisme, l'anticapitalisme » et « l'anti-christianisme ». La liberté d'expression elle-même, protégée par la Constitution, est devenue un motif d'enquête pour les groupes de travail dirigés par le FBI et les centres de fusion chargés de la collecte, l'échange et l'analyse d'information entre agences fédérales et forces de l'ordre.

Depuis janvier 2024, l'Équateur est gouverné dans le cadre d'un « conflit armé interne » déclaré, où quelque vingt-deux groupes sont désignés comme terroristes et, depuis la mi-2025, des modifications législatives autorisent les perquisitions sans mandat, abaissent le seuil de recours à la force létale et accordent une immunité quasi totale aux forces de sécurité contre toute poursuite judiciaire.

La loi jordanienne sur la cybercriminalité de 2023 a vu son champ d'application étendu quasiment au triple par rapport à la précédente, en criminalisant des infractions vaguement définies telles que les « fausses informations », la « provocation de troubles » et l'« atteinte à l'unité nationale », avec des catégories suffisamment larges pour qu'un procureur décide seul où s'arrête la critique et où commence le crime.

Ce qui relie ces quatre systèmes, c'est une seule et même technique : l'infraction élastique, définie de manière si vague que sa signification n'est pas fixée par le texte mais par celui qui l'applique, permettant à une seule clause de

s'étendre d'une cellule armée à tout un syndicat ou à un mouvement de masse. Aucun de ces mécanismes n'est nouveau ; chaque itération intègre et affine un appareil de répression plus ancien, car l'État renforce ses outils juridiques proportionnellement à la menace qu'il perçoit pour sa propre survie.

L'objectif n'est jamais uniquement de punir des individus, mais de construire un cadre capable de qualifier des mouvements entiers de menaces pour la sécurité. En Inde, les seize avocats, universitaires et poètes connus sous le nom des « Bhima Koregaon 16 » ont été emprisonnés pour des liens présumés avec un parti interdit ; en Équateur, la qualification de « terroriste », initialement destinée aux gangs armés, a été étendue aux dirigeants indigènes et syndicaux lors de grèves nationales. Au-delà des arrestations, ces lois remplissent une fonction publique : fabriquer le consentement en présentant les communistes, les syndicalistes et les mouvements sociaux comme des ennemis de la nation plutôt que comme des adversaires politiques, faisant écho à la logique maccarthyste qui assimilait la dissidence à la déloyauté et la simple association à la culpabilité.

Trois cibles reviennent dans les quatre pays : le mécontentement économique (les grèves contre l'austérité en Équateur ont donné lieu à des accusations de terrorisme ; le NSPM-7 qualifie directement l'« anticapitalisme » de menace), la mobilisation contre la guerre (la Jordanie poursuit des centaines de personnes pour des publications pro-palestiniennes ; les centres de fusion étatsuniens surveillent un camp en faveur de la paix entre Israël et la Palestine) et la simple critique de la conduite du gouvernement (le satiriste jordanien Ahmad Hassan al-Zoubi emprisonné pour une seule publication sur les réseaux sociaux). Dans chaque cas, l'opposition à l'empire, à la guerre ou à l'ordre économique en place est recodée comme un problème de sécurité.

Cette convergence remonte à un tournant historique précis : après 2001, la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies a obligé tous les États à criminaliser le « soutien au terrorisme » tout en laissant le terme lui-même indéfini — un modèle comportant une lacune que chaque gouvernement a comblée selon son propre intérêt. En 2026, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme a conclu que l'abus de ces lois était devenu « un outil de prédilection pour réprimer les critiques » à l'échelle mondiale. Derrière les spécificités nationales, se cache un besoin matériel commun : lorsqu'un système ne parvient pas à garantir salaires, logements ou sécurité, il doit rendre compte de la colère que cela engendre. De plus en plus, il qualifie cette colère de subversion plutôt que de grief légitime.

Cet article met en évidence le danger plus profond qu'est le passage de l'interdiction d'actes à la criminalisation d'idées et d'affiliations : l'infraction ne porte plus sur ce qu'une personne fait, mais sur une pensée ou une appartenance qu'on lui suppose. Et le mécanisme le plus poussé réside dans le fait que la procédure judiciaire est devenue la punition elle-même : au Karnataka, la plupart des condamnations prononcées au titre de l'UAPA au cours des deux dernières décennies ont résulté de plaidoyers de culpabilité prononcés uniquement après des années de détention sans possibilité de libération sous caution, et la Cour suprême indienne elle-même a constaté que le taux de condamnation n'était que de 2 à 6 % sur la période 2019-2023, ce qui signifie un acquittement quasi certain à terme — mais seulement après des années de privation de liberté. Ayan Yusuf Shaikh, un étudiant de dix-neuf ans, a été arrêté uniquement sur la base d'une prétendue mauvaise intention ; Umar Khalid et Sharjeel Imam sont détenus depuis plus de cinq ans sans que des chefs d'accusation n'aient encore été formellement retenus ; et le père Stan

Swamy, âgé de 84 ans, est décedé en détention provisoire alors qu'il attendait sa libération sous caution. C'est la loi qui fonctionne exactement comme prévu : non pas pour condamner, mais pour détruire des années de vie de personnes très largement innocentes avant même qu'aucune ne voie même une salle d'audience, garantissant non seulement que le dissident d'aujourd'hui soit puni, mais aussi que celui de demain ne se manifeste jamais.

Ces lois jouent sur l'isolement, faisant en sorte que tous les dissidents se sentent seuls et que tous les mouvements soient considérés comme suspects, comme s'ils pouvaient être brisés au terme de cet isolement. Lorsque les syndicats équatoriens, la fédération indigène CONAIE, les ordres des avocats et les fédérations universitaires ont conjointement contesté les lois sur la sécurité devant les tribunaux, la Cour constitutionnelle en a invalidé deux en septembre 2025 et a suspendu certaines dispositions d'une troisième norme. Les tâches suivantes s'avèrent communes et concrètes : libérer les prisonniers politiques cités, notamment Khalid, Imam, les détenus de Bhima Koregaon, al-Zoubi et d'autres ; reconnaître que le déni systématique des droits politiques des Palestiniens s'inscrit dans le cadre de cette même lutte ; et considérer les poursuites contre les journalistes et les enseignants-chercheurs comme des attaques contre l'ensemble de ces professions.

Avant tout, il faut dénoncer la véritable finalité de ces lois : non pas la sécurité publique, mais la véritable destruction de l'organisation populaire. L'acte de solidarité le plus élémentaire, affirme l'article, consiste simplement à s'opposer à ce cadre de référence, à continuer de s'organiser au grand jour et à refuser l'isolement dont ces lois dépendent pour fonctionner.

Vous souhaitez en savoir plus sur ce sujet ? Lisez l'article complet [ici](#).

Actualités



ALBA Movimientos se donne rendez-vous à La Havane

Du 6 au 9 août, plus de 150 délégués venus de toute l'Amérique latine et la Caraïbe se réuniront à La Havane, à Cuba, pour la IV^e Assemblée continentale d'ALBA Movimientos, sous la bannière « Cent ans dans les pas de Fidel ». Organisée à l'occasion du centenaire de la naissance de Fidel Castro, cette Assemblée réaffirme sa solidarité avec Cuba, qui fait face à l'intensification du blocus étatsunien et à une agression impérialiste renouvelée. Rassemblant plus de 400 organisations populaires dans 25 pays, ALBA Movimientos organise ce rassemblement dont les participants et participantes évalueront la situation politique mondiale, débattront du socialisme comme horizon pour les peuples du continent et adopteront un plan d'action commun visant à renforcer l'organisation populaire, la souveraineté et l'unité continentale. Cette Assemblée est à la fois un hommage à l'héritage internationaliste de Fidel et un engagement à approfondir les luttes pour une *Nuestra América* (Notre Amérique) juste, socialiste et souveraine.



Gaza : un cessez-le-feu qui n'en a que le nom

Neuf mois après l'annonce du cessez-le-feu soutenu par l'ONU, l'Assemblée internationale des peuples alerte sur le fait que l'offensive israélienne contre la Palestine se poursuit sans relâche. Les frappes aériennes à Gaza continuent de tuer des civils, l'aide humanitaire reste dangereusement insuffisante et la famine généralisée s'aggrave alors que les familles luttent pour survivre face au siège. Dans le même temps, la Cisjordanie occupée est confrontée à une escalade de la violence des colons, les attaques contre les communautés palestiniennes atteignant des niveaux records sous la protection et avec l'encouragement du gouvernement israélien. Rejetant l'illusion de la paix, la déclaration appelle à la mise en œuvre intégrale du cessez-le-feu, à un accès humanitaire sans restriction, à la poursuite des responsables des crimes de guerre et des violences commises par les colons, ainsi qu'à un regain de solidarité internationale avec la lutte du peuple palestinien pour la justice, la dignité et la libération.

[Pour en savoir plus](#)



Exode massif vers Ceuta : les jeunes Marocains paient le prix d'un système fondé sur la recherche de rentes et la répression

Le Bureau politique du Parti de la Voie démocratique des travailleurs a suivi avec une vive inquiétude et une profonde indignation les scènes d'exode massif depuis Fnideq vers Ceuta occupée, où des milliers de jeunes Marocains, y compris des mineurs, ont risqué leur vie en mer et face aux barbelés pour échapper au chômage, à la pauvreté et à l'exclusion, après des décennies de politiques qui ont concentré la richesse et le pouvoir entre les mains d'une petite élite, et privé la majorité de la population du droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement et à la dignité. Le Bureau rejette la tentative du gouvernement de gérer cette tragédie par la militarisation des frontières et la coordination sécuritaire avec l'Union européenne, en insistant sur le fait que la répression ne peut se substituer au développement et que la migration n'est pas un crime mais la conséquence directe de politiques qui ont engendré le désespoir ; il tient pour pleinement responsables le bloc de la classe dirigeante et les partis qui ont légitimé la politique néolibérale d'une crise qui ne trouve pas son origine dans les circonstances mais dans la faillite historique du régime lui-même. La vie

et l'avenir des jeunes ne sont pas jetables et doivent primer sur les intérêts du capital et les choix de soumission du Makhzen — la lutte pour un Maroc de dignité, de liberté et de justice sociale se poursuit !

Pour en savoir plus



La Déclaration de Colombo : « Pas touche à l'Asie »

Lors de la conférence « Pas touche à l'Asie » (*Hands Off Asia*) qui s'est tenue à Colombo, au Sri Lanka, du 16 au 18 juillet 2026, des représentants et représentantes de mouvements, de syndicats, de partis politiques et d'organisations populaires de 15 pays ont adopté la Déclaration de Colombo, un appel commun en faveur de la souveraineté, de la paix et de la solidarité entre les peuples à travers le continent. La déclaration rejette les bases militaires étrangères, la servitude pour dette, les conditionnalités du FMI, la coercition tarifaire, les opérations de changement de régime et la domination idéologique, affirmant le droit des peuples d'Asie à déterminer leur propre avenir politique, économique et culturel. S'inscrivant dans l'héritage de Bandung et du Mouvement des pays non alignés, elle déclare que les attaques de l'impérialisme sont militaires, économiques, politiques et idéologiques — et que la réponse doit être portée de la même manière unitaire. Se terminant par le slogan « Pas touche à l'Asie ! », la déclaration réaffirme un engagement commun en faveur de la paix, de la souveraineté et d'un horizon socialiste mené par les peuples d'Asie.

Pour en savoir plus



Non au nouveau maccarthysme mondial

L'Assemblée internationale des peuples et ALBA Movimientos ont publié une déclaration condamnant la « réunion ministérielle sur la résurgence du terrorisme politique » organisée par l'administration Trump-Rubio, la dénonçant comme une tentative mondiale de criminaliser les partis de gauche, les mouvements populaires et les luttes anti-impérialistes. Rejetant le discours fallacieux du « terrorisme de gauche », la déclaration met en garde contre le fait que ce sommet vise à légitimer la répression, les opérations de changement de régime et les violations de la souveraineté nationale sous le prétexte de la sécurité internationale. Qualifiant cette offensive de nouveau maccarthysme mondial, la déclaration exhorte les mouvements du monde entier à renforcer la solidarité internationaliste, à défendre le droit des peuples à l'autodétermination et à se tenir aux côtés de Cuba, du

Venezuela et de toutes les nations qui résistent à l'agression impérialiste.

Pour en savoir plus



Soutenez les étudiants indiens

Le Secrétariat asiatique de l'AIP a exprimé sa pleine solidarité avec les étudiants et étudiantes de toute l'Inde qui protestent contre les fuites des sujets de l'examen national d'entrée en médecine, le NEET, qualifiant ce scandale de symptôme d'un système éducatif profondément inégalitaire. Avec plus de deux millions de candidats à la médecine touchés, la déclaration dénonce la corruption qui permet à la richesse et à l'influence de l'emporter sur le mérite, mettant en péril l'avenir des étudiants issus de la classe travailleuse et des milieux marginalisés. Le Secrétariat soutient la grève de la faim menée actuellement par les étudiants et exige une enquête indépendante, la mise en cause des responsables, la protection des manifestants et des réformes structurelles visant à garantir un accès libre, juste et égalitaire à l'éducation. Il affirme que la lutte pour la justice en matière d'éducation s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte pour l'égalité et la démocratie à travers l'Asie.

Pour en savoir plus



NUMSA remporte une victoire devant la Haute Cour de Kimberley pour sauver les emplois de la mine d'Ekapa

Le Syndicat national des travailleurs de la métallurgie d'Afrique du Sud NUMSA a remporté une victoire historique devant la Haute Cour d'Afrique du Sud (division du Cap-Nord, à Kimberley), où le juge par intérim Tyuthuza a suspendu la liquidation précipitée d'Ekapa Minerals (Pty) Ltd et a ordonné à la place un redressement d'entreprise. Cette décision fait suite à plusieurs mois de lutte la demande de liquidation provisoire déposée par l'entreprise en mars 2026, laissant plus de 1 000 travailleurs sans salaire et plus de 300 personnes licenciées unilatéralement, alors même que les corps de cinq travailleurs tués dans une coulée de boue à 890 mètres sous terre n'avaient toujours pas été retrouvés. Le tribunal a rejeté les arguments de l'employeur selon lesquels la mine n'avait aucun avenir, a confirmé le droit de NUMSA, en tant que syndicat reconnu, de déposer ce recours, et a estimé que la liquidation aurait détruit le précieux droit d'exploitation minière de la mine, alors que le redressement le préserve, débloque plus de 400 millions de rands de créances et permettra de sauver immédiatement environ 500 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration. La vie et les moyens de subsistance des travailleurs ne sont pas jetables et doivent

primer sur les intérêts des entreprises — *a luta continua*, la lutte continue !

[Pour en savoir plus](#)

En solidarité

Pourquoi nous continuons à soutenir le Venezuela



À l'approche du centenaire de la naissance de Fidel Castro, le 13 août, des acteurs et actrices culturels du monde entier ont répondu à l'appel pour célébrer son héritage révolutionnaire à travers l'art. Organisée par l'Assemblée internationale des peuples, le Tricontinental : Institut de recherche sociale, ALBA Movimientos, Utopix et des organisations alliées, la campagne a reçu plus de 200 affiches réalisées par plus de 100 artistes issus de 30 pays, dépassant ainsi son objectif initial de 100 œuvres. Les affiches sont désormais en libre accès sous licence Creative Commons, encourageant ainsi les mouvements, les organisations et les communautés du monde entier à les imprimer, les exposer et les partager. Alors que les idées de Fidel continuent d'inspirer les luttes pour la souveraineté, le socialisme et l'internationalisme, ces œuvres d'art mettent son héritage en dialogue avec les défis et les espoirs du présent.

[Pour en savoir plus](#)

Nouvelles



BreakThrough News est pris pour cible

La Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis a fait de nous la cible de sa dernière chasse aux sorcières. Nous ne nous laisserons pas faire sans nous battre.

[Pour en savoir plus](#)



« Ils vous ont menti » : des militants lancent une campagne mondiale pour démystifier le discours sur le cessez-le-feu à Gaza

Israël continue de commettre quotidiennement des massacres dans cette enclave déchirée par la guerre, le dernier en date ayant anéanti toute une famille de six personnes.

[Pour en savoir plus](#)



Dans un article, Lula répond à la hausse des droits de douane décidée par Trump : « Personne ne nous vaincra à coups de mensonges »

Outre la protestation contre la hausse des droits de douane, le gouvernement brésilien a publié une réponse diplomatique aux insultes du président argentin.

[Pour en savoir plus](#)



Le « deux poids, deux mesures » nucléaire de Washington en Asie occidentale

Vijay Prashad : L'accord avec l'Arabie saoudite vise à faire main basse sur un marché lucratif tout en renforçant les liens entre Riyad et les États-Unis. Il s'agit d'un commerce nucléaire présenté sous le couvert de la non-prolifération.

[Pour en savoir plus](#)



L'arme invisible : sanctions, surconformité et coût humain

Carmen Navas Reyes : Dans le cadre du régime de sanctions étatsunien, les banques et les entreprises du monde entier rompent leurs liens avec les pays sanctionnés ou refusent d'effectuer des transactions avec eux, bien au-delà de ce qu'exige strictement la loi.

[Pour en savoir plus](#)



Les groupes armés menacent les gouvernements du Sahel et la stabilité régionale : ce qu'il faut savoir

Les attaques perpétrées ce week-end, qui ont fait au moins 50 morts parmi les soldats au Mali, pourraient indiquer un partenariat sans précédent entre le FLA et le JNIM.

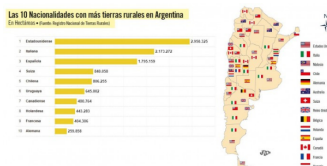
[Pour en savoir plus](#)



Le Conseil électoral haïtien reporte le premier tour des élections présidentielles au 13 décembre.

Le Conseil électoral provisoire a subordonné le respect du nouveau calendrier à des garanties en matière de sécurité et de financement.

[Pour en savoir plus](#)



Milei souhaite vendre les terres argentines à des magnats étrangers

Le 6 août, la Coalition fédérale pour la défense de la terre a lancé une campagne visant à rejeter la loi autorisant la propriété foncière étrangère.

[Pour en savoir plus](#)



Une vie internationaliste : le centenaire d'Alexina Crespo et la lutte pour la terre

Cette militante de renom des *Ligas Camponesas* — les ligues paysannes, un mouvement de défense des droits des populations rurales du nord-est du Brésil — aurait eu 100 ans cette année.

[Pour en savoir plus](#)

Analysis et alertes

L'architecture du pouvoir : le dollar, la financiarisation et la lutte pour la souveraineté

Le rôle du dollar en tant que principale monnaie d'échange dans le commerce mondial confère aux États-Unis un pouvoir exorbitant. Ce dossier examine l'ascension de cette monnaie, les mécanismes de sa domination et les limites structurelles à la mise en place d'une alternative au dollar.

[Pour en savoir plus](#)

Construire une nouvelle théorie du développement à partir des pays du Sud

Ce numéro de l'édition internationale de Wenhua Zongheng (文化纵横) examine comment les pays du Sud peuvent élaborer une nouvelle théorie du développement fondée sur leurs propres pratiques. Les articles explorent les échecs du néolibéralisme, le rôle de la Chine dans l'électrification et la coopération industrielle dans le Sud global, ainsi que les débats intellectuels au sein de la pensée économique du Sud.

[Pour en savoir plus](#)

Le bicentenaire du Congrès amphictyonique de Panama, le Mexique et l'unité latino-américaine

Deux cents ans après le Congrès amphictyonique de Panama, nous analysons le défi de l'unité, le sabotage impérialiste constant des États-Unis et la nécessité urgente de resserrer les rangs pour parvenir à l'émancipation latino-américaine.

Pour en savoir plus

Assemblée internationale des peuples



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous avez reçu cet e-mail car vous êtes abonné(e) à notre newsletter.

Se désabonner